



Monsieur le Directeur,

Fraude fiscale, secteur public local, accueil... le gouvernement lance de grandes campagnes de communication mettant en avant l'importance des missions de la Direction Générale des Finances Publiques.

Ceci implique de fait des besoins en personnel en adéquation.

Pourtant, 2.441 emplois sont encore supprimés en 2012, portant à près de 25.000 emplois les suppressions effectuées depuis 10 ans.

Nous sommes ici pour dénoncer l'incohérence de cette politique destructrice.

Dans notre Direction départementale, elle se traduit par la suppression nette de 16 emplois encore cette année. La catégorie des cadres C est comme toujours durement touchée, avec la suppression de 23 emplois en 2012, après la perte de 29 emplois en 2011.

L'administration marque son mépris des agents en ne se donnant même plus la peine de justifier ces suppressions d'emplois par des pseudo "gains de productivité fléchés".

Ce dogme de "moins d'état" a des conséquences désastreuses pour l'exercice des missions de la DGFIP et les conditions de vie au travail des agents.

Avec toujours moins, nous devons faire face à toujours plus de charges, avec la création de nouveaux impôts et taxes, des réformes incessantes de structures, l'accroissement des demandes écrites ou verbales des contribuables.

Nous n'avons plus les moyens d'assurer un service public de qualité.
Malaise, colère et profond sentiment d'abandon : voilà ce que nous ressentons.

L'obsession de la hiérarchie de présenter des indicateurs irréprochables, une gestion de plus en plus tatillonne et des contrôle internes qui se multiplient installent un climat de suspicion, de défiance et de découragement, alors que l'objectif commun devrait être celui de relations de travail sereines, respectueuses, constructives et efficaces.

Le 23 janvier 2012, les représentants des personnels ont traduit la colère des agents en boycottant la 1^{ère} convocation du Comité Technique Local consacré aux emplois.

Aujourd'hui, nous venons, en personne, vous exprimer notre exaspération face à ces nouvelles suppressions : la destruction massive des emplois de notre direction est aujourd'hui insoutenable !!

L'emploi public à la DGFIP n'a pas à être la variable d'ajustement des déficits publics. C'est pourquoi nous disons :

Stop aux suppressions d'emplois !!

Stop à la détérioration du service public qu'est en droit d'attendre le contribuable !!

Stop à la dégradation de nos conditions de travail !!